

Face aux politiques de **casse** et d'**austérité**, élevons le **rapport de force** et inscrivons-le **dans la durée**

Deux ans et demi après son élection, le fait est incontestable: acquis aux lois du marché et du profit, Emmanuel Macron mène une politique dévastatrice pour l'immense majorité des salarié-e-s. Les services publics et leurs agents sont aux premières loges de cette entreprise de remise en cause des conquêtes sociales et démocratiques.

POUR LA FONCTION PUBLIQUE, LES ATTAQUES SE SUCCÈDENT AVEC UNE AMPLEUR SANS PRÉCÉDENT.

Rappelons, entre autres choses:

- Le gel de la valeur du point, que le gouvernement annonce vouloir poursuivre jusqu'en 2022 inclus!
- Le rétablissement du jour de carence,
- De nouvelles suppressions d'emplois alors que tant de secteurs ont, au contraire, un besoin criant de créations de postes supplémentaires,
- La remise en cause de nombreuses missions publiques via des restructurations, des externalisations, des privatisations et des fermetures,
- La fin de la transparence et des moyens de recours pour les agents en matière de promotion, de formation et de mobilité par le démantèlement des instances représentatives des personnels notamment les Commissions Administratives Paritaires,
- La précarité accrue avec un recours encore plus massif au non-titulariat.

C'est dans ce contexte hautement régressif que se préparent les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale 2020 marqués une nouvelle fois du sceau de l'austérité et d'économies supplémentaires à faire.

S'ajoute à cette offensive le projet Macron-Delevoye de contre-réforme systémique de nos retraites, qui vise une fois de plus abaisser les pensions de toutes et tous et à supprimer les régimes spécifiques dont celui des fonctionnaires. Ces régimes ont permis grâce aux luttes de gagner des conquêtes sociales prenant en compte la diversité et les spécificités de différents secteurs professionnels, dont celui de la Fonction Publique. La reconnaissance de la pénibilité de certains de nos métiers par un départ anticipé à la retraite et le calcul de la pension sur les 6 derniers mois de salaires font partie de cette construction dont aujourd'hui le gouvernement ferait bien de s'inspirer.

De tous les secteurs gronde la légitime colère. Dans de nombreux endroits, les luttes se développent et s'enracinent. C'est vrai dans les établissements de Santé et d'Action Sociale, les finances publiques, les services départementaux d'incendie et de secours, pour les personnels originaires de l'Outre-Mer, pour ne s'en tenir qu'à quelques exemples.

L'HEURE EST BIEN À PASSER À LA VITESSE SUPÉRIEURE !

Deux dates de convergence des luttes sont d'ores et déjà inscrites à notre agenda social:

» Le 14 novembre, il s'agit d'une nouvelle et importante étape de mobilisation dans les 3 versants de la Fonction publique. Ce jour-là, par la grève et les manifestations, les personnels de la Santé et d'Action Sociale, des Finances, des SDIS, les originaires d'Outre-Mer feront de nouveau entendre leurs justes revendications en matière d'emplois, de conditions de travail, de défense des droits sociaux et des missions publiques.

» Le 5 décembre, c'est un temps fort inter-professionnel pour la défense et l'améliora-

tion de nos retraites solidaires et le refus du système par points, au détriment de notre système par répartition, voulu par le pouvoir exécutif et les libéraux de tout poil. À partir de ce temps fort du 5 décembre, de nombreux secteurs travaillent d'ores et déjà à organiser la poursuite de la mobilisation au cours du mois de décembre.

Ces mobilisations unitaires ne s'opposent nullement entre elles. Au contraire, elles sont complémentaires et doivent être construites pour élever le rapport de force et l'inscrire dans la durée. Pouvoir d'achat, effectifs, retraite, missions: tous ces enjeux revendicatifs sont d'une importance capitale et doivent être menés de front !

Pour :

- » Des créations d'emplois statutaires dans les nombreux secteurs qui en ont besoin,
- » L'augmentation de nos rémunérations et salaires, notamment par le dégel immédiat de la valeur du point d'indice,
- » La défense des missions publiques et

l'amélioration des conditions de travail,
» L'abrogation de la loi d'août 2019 dite de transformation de la Fonction publique et de la loi « Ma santé 2022 »,
» La fin des politiques d'austérité avec les crédits indispensables dans les budgets 2020,

» Le maintien et l'amélioration de nos régimes de retraite à prestations définies et, en particulier, de nos régimes spéciaux de fonctionnaires, ce qui passe notamment par un droit au départ à 60 ans, un taux de remplacement de 75 % pour une carrière complète, une meilleure prise en compte de la pénibilité et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Toutes les formes d'actions de mobilisation avec les agent·e·s et salarié·e·s doivent être proposées et débattues dans la période: grève reconductible, initiatives diverses et variées de luttes qui contribuent à l'élévation du rapport de force nécessaire pour gagner sur nos revendications et propositions pour une société, plus juste, de progrès social pour toutes et tous.

**DANS LA FONCTION PUBLIQUE,
TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION,
LA GRÈVE ET LES MANIFESTATIONS,
LE 14 NOVEMBRE !**

**AU PLAN INTERPROFESSIONNEL,
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
ET DANS LES MANIFESTATIONS,
À PARTIR DU 5 DÉCEMBRE !**

Montreuil, le 5 novembre 2019